L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, No 73 rue de Chartres;

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN, 7 JUILLET 1882.

OFFICIEL.

Lois de l'Etat de la Louisiane

PUBLIEES PAR AUTORITE.

Session régulière de 1882.

Baton Rouge.

No 35] LOI

Amendant l'article 338 du Code de Procédure relatif aux causes de récusation des juges.

Section 1—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que l'article 338 du Code de Procédure est amendé et décrété à nouveau dans les termes suivants:

Les causes pour lesquelles un juge doit être récusé sont:

1. L'intérêt personnel qu'il a dans la cause. Bien entendu que dans toutes les causes civiles et criminelles où l'Etat, les paroisses, ou des corporations politiques et religieuses sont intéressés, ce ne sera pas une cause suffisante pour récuser le juge ou le juge de paix devant qui l'affaire peut être portée, ni le shérif, ou l'officier exécutif, ni aucun des jurés appelés à prendre connaissance de l'affaire, que de déclarer qu'ils sont citoyens ou résidents de l'Etat, ou des paroisses, ou membres des dites corporations politiques ou religieuses, ou qu'ils paient une taxe quelconque d'Etat, de paroisse ou de ville.

2. Sa parenté avec l'une des parties jusqu'au quatrième degré.

3. Le fait d'avoir été employé ou consulté comme avocat dans l'affaire.

4. Le fait qu'il est le beau-père, le gendre ou le beau-frère de l'une des parties.

5. Le fait qu'il a accompli un acte judiciaire quelconque dans l'affaire dans toute autre cour.

Sec. 2—Il est de plus décrété, etc., Que cette loi sera mise en vigueur dès qu'elle aura été promulguée.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

GEO. L. WALTON,
Président par interim du Sénat.

Approuvé, ce 26 juin 1882.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:
WILL A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 36] LOI

Pour amender les sections 3 et 8 de l'acte No 108, de la session régulière de 1878, intitulé "Acte pour incorporer et faciliter la construction du chemin de fer New Orleans, Texas and Colorado."

Attendu qu'avis a été donné, conformément à l'article 48 de la Constitution de l'Etat, de l'intention de s'adresser à la Législature pour le vote de la loi ci-après,

Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane:

Section 1—Que la section 3 de l'acte No 108, de la session régulière de 1878, intitulé "Acte pour incorporer et faciliter la construction du chemin de fer New Orleans, Texas and Colorado," est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants: La dite Compagnie aura le droit, et l'autorité lui en est par le présent donné, de construire, posséder, maintenir, mettre en opération et posséder une ligne de chemin de fer et de télégraphe, qui, commençant à tel point sur le fleuve Mississipi, dans la paroisse d'Orléans, que pourra choisir la dite compagnie, traversera ensuite la ville de Nouvelle-Orléans et la paroisse St. Landry, pour se diriger sur tel point de la Sabine que choisira la compagnie, au sud du trente-unième parallèle de latitude nord, afin de se relier sur ce dernier point au New Orleans, Texas and Colorado Railroad du Texas. Il est bien entendu que le dit railway ne passera pas à trois milles d'aucun chef-lieu de paroisse sans le traverser (à moins qu'on n'en soit empêché par des difficultés matérielles impossibles à vaincre), si le dit chef-lieu lui fournit la droit de passage à travers un espace de dix arpents de chaque côté de la ville, sur une distance de cinq milles, ainsi qu'un terrain suffisant et bien situé dans la ville ou près de la ville, pour y établir les gares et dépôts ordinaires.

Sec. 2—Il est de plus décrété, etc., Que la section 8 de l'acte ci-dessus est amendé et décrété à nouveau dans les termes suivants: La dite compagnie pourra commencer à construire sa ligne de chemin de fer et de télégraphe sur un et plusieurs points du tracé, et terminer et achever toute la ligne au premier jour d'avril 1888, au plus tard. Dans le cas contraire, elle perdra les bénéfices de sa charte jusqu'à concurrence de la route qui restera alors inachevée.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

GEO. L. WALTON,
Président par interim du Sénat.

Approuvé, ce 26 juin 1882.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:
WILL A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 37] LOI

Pour amender et décréter à nouveau la section 3579 des Statuts révisés de 1870 relative aux bonds d'indemnité.

Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que la section 3579 des Statuts révisés de 1870 est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants:

Section 3579—Dans tous les cas où les shérifs et les constables de cet Etat auront saisi ou seront requis de saisir des biens meubles ou immeubles, en vertu de tout *final process* émanant d'une cour de juridiction compétente, et où ces biens seront réclamés par un tiers comme propriétaire, soit personnellement ou dans sa capacité représentative ou fiduciaire, il leur sera loisible, en en donnant avis au demandeur ou de son avocat, et en accordant le temps nécessaire pour l'exécution de la mesure, de demander un bond d'indemnité signé par le demandeur ou son avocat, avec une caution solvable du double de la valeur des biens saisis, fournie pour et au profit des dommages dommages que pourraient éprouver lesdits shérifs ou constables, dans le cas où la partie partie serait reconnue comme propriétaire desdits biens. Il est bien entendu que, avant qu'on puisse exiger du demandeur un tel bond d'indemnité, la tierce partie réclamant les biens, ou son avocat ayant une connaissance personnelle des faits, devra avoir fait sous serment, la déclaration qu'elle est vraiment et de bonne foi propriétaire desdits biens, soit en personne ou en sa capacité représentative et fiduciaire, comme il est dit ci-dessus, et avoir établi en détail les faits sur lesquels est basé son titre ou sa réclamation de propriété.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

GEO. L. WALTON,
Président par intérim du Sénat.

Approuvé le 26 juin 1882.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 38] LOI

Pour mettre à exécution les dispositions de l'article 246 de la Constitution de l'Etat, pour pouvoir à la formation de compagnies de chemins de fer, organisées en vertu des lois de cet Etat, avec des compagnies de chemins de fer organisées en vertu des lois des autres Etats, et pour établir les conditions de cette fusion.

Sec. 1—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que toute compagnie de chemin de fer, organisée en vertu des lois de cet Etat, générales ou spéciales, aura le droit et le pouvoir de se fusionner avec une autre compagnie organisée en vertu des lois, générales ou spéciales, d'un autre Etat, et de former ainsi une nouvelle corporation, laquelle aura dans cet Etat seulement les droits, pouvoirs et privilèges que possédait la corporation de la Louisiane.

Sec. 2—Il est de plus décrété, etc., Que les seules formalités nécessaires pour cette fusion sont le vote d'une résolution adoptée dans ce but par les trois quarts de tous les actionnaires présents ou représentés à une réunion spéciale convoquée à cet effet après soixante jours d'avis dans deux journaux publiés un dernier de chaque corporation dans cet Etat. Dans le cas où il n'y aurait qu'un journal, la publication dans le dit journal sera suffisante, et s'il n'existe pas du tout de journal un avis écrit ou imprimé de la réunion devra être affiché pendant soixante jours dans trois places publiques de la paroisse où la dite corporation a son domicile.

Sec. 3—Il est de plus décrété, Que la dite résolution de fusion établira en détail: 1° Le nom de la nouvelle corporation; 2° Le montant du capital de la nouvelle corporation; 3° Son domicile; 4° Toutes les autres conditions de la fusion proposée.

Sec. 4—Il est de plus décrété, etc., Que cet acte de fusion se rapportera à la durée de la nouvelle corporation dans cet Etat, comme la formation d'une corporation en vertu des lois générales de l'Etat, et l'existence de la compagnie fusionnée sera limitée à une période de quatre-vingt-dix-neuf ans à partir de la date de la fusion, ainsi qu'il est établi par les lois actuelles de l'Etat.

Sec. 5—Il est de plus décrété, etc., Qu'une copie certifiée de chaque résolution de fusion sera enregistrée dans la paroisse où est le domicile de la compagnie fusionnée, et publiée pendant 30 jours de la manière établie par la section 2 du dit acte. Il est bien entendu que la dite résolution aura son effet à partir de la date de son adoption.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

GEO. L. WALTON,
Président par interim du Sénat.

Approuvé ce 26 juin 1882.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:
WILL A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 39] LOI

Pour protéger la vie et prévenir les accidents sur les trains et les wagons des compagnies de chemins de fer dans l'Etat.

Sec. 1—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que tous les chemins de fer maintenant en exploitation dans l'Etat de la Louisiane, ou qui pourront être exploités plus tard, feront ériger des constructions à cent cinquante pieds au moins de chaque extrémité de leurs ponts, et y feront suspendre, à environ toute la largeur de la voie, de légères cordes bien nouées et descendant assez bas pour toucher la tête ou le corps d'un employé quelconque du train, amplement à temps pour l'avertir de la proximité du pont et lui permettre de prendre les mesures de précaution ordinaires pour éviter tout accident.

Sec. 2—Il est de plus ordonné, etc. Que les dispositions de cet acte seront mises à exécution par les chemins de fer maintenant en exploitation dans cet Etat, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront la mise en vigueur de la présente loi, et par les chemins de fer qui se construiront plus tard avant qu'ils ne soient exploités.

Sec. 3—Il est de plus décrété, etc., Que dans le cas où une compagnie de chemin de fer manquerait ou refuserait de se conformer aux dispositions de la présente loi, le gouverneur, par l'entremise de l'avocat-général, fera intenter à ladite compagnie la circulation de ses trains jusqu'à ce qu'elle se soit conformée aux dispositions ci dessus.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

GEO. L. WALTON,
Président par intérim du Sénat.

Approuvé, ce 26 juin 1882.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 40] LOI

Pour amender et décréter à nouveau la section 1 de la loi 14 de 1877, intitulée "Loi pour pourvoir à la façon dont il sera disposé des débris, rebuts, vidanges et animaux morts dans les limites des paroisses de Jefferson, d'Orléans et de St-Bernard, et pour pourvoir à la façon dont il sera disposé des débris rejetés par les abattoirs et des animaux morts dans les dites paroisses.

Section 1—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que la section 1 de la loi 14 de 1877 est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants: La partie de la date de la passation de cette loi, il ne sera légal pour aucune personne, aucune maison de commerce, aucune compagnie, aucune corporation agissant sous l'empire d'aucune ordonnance de ville ou de paroisse, d'aucune loi actuellement en vigueur dans l'Etat, de faire jeter ou de permettre qu'on jette d'aucun wharf ou débarcadères dans les paroisses de Jefferson, d'Orléans et de St-Bernard, des débris, des rebuts, des vidanges ou des animaux morts; qu'il sera du devoir de toutes personnes, de toutes maisons de commerce, corporations ou compagnies, ayant charge d'enlever débris, rebuts, vidanges, ou animaux morts, de veiller à ce qu'elles soient pourvues de bateaux convenables à tous les wharfs ou débarcadères à ordures désignés à cet effet par les autorités compétentes dans les susdites paroisses; bateaux dans lesquels on videra tous les débris, rebuts, vidanges ou animaux morts; qu'il sera du devoir des dites personnes, maisons de commerce, compagnies ou corporations, de faire remorquer chacun par les dits bateaux aux limites inférieures de la ville de la Nouvelle Orléans, afin que là ils soient jetés au milieu du fleuve Mississipi. Il est de plus décrété que l'écoulement des vidanges devra être conduit au fleuve Mississipi à travers des conduits de la marque des eaux basses, et pas à moins de douze pieds au-dessous de la dite marque des eaux basses, par des tuyaux en fer contrôlés au moyen de pompes à vapeur, et à tels endroits et sous telles conditions qu'approuvera le Bureau de Santé de l'Etat de la Louisiane; pourvu qu'elles obtiennent l'autorisation du Conseil de ville de creuser les rues, et pourvu aussi qu'elles remettent les rues dans l'état où elles étaient avant le pose des dits tuyaux, et pourvu encore que les dits tuyaux ne soient pas disposés de façon à se décharger dans le fleuve au-dessus des tuyaux de succion des water-works.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

GEO. L. WALTON,
Président par interim du Sénat.

Approuvé ce 26 juin 1882.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 41] LOI

Intitulée loi pour permettre aux Jurys de Police des paroisses et des corporations municipales, la paroisse d'Orléans exceptée, d'imposer une taxe annuelle à l'effet de compléter les améliorations publiques, conformément à l'article 209 de la Constitution.

Sec. 1. Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que sur la présentation d'une pétition signée par des personnes ou leurs représentants, possédant un quart de la valeur de la propriété assessée d'une paroisse, cité ou ville incorporée, et demandant au Jury de Police ou aux autorités municipales de lever une taxe spécifiée pour un objet indiqué, et ayant en vue d'élever des constructions publiques, de faire, d'entretenir ou de réparer une levée ou toutes autres améliorations publiques, les dits Jurys de Police, autorités municipales ou de ville ordonneront une élection spéciale à ce sujet, et soumettront aux contribuables de leur paroisse, cité ou ville, ayant droit de vote aux termes des lois d'élection générale dans l'Etat, le montant de la taxe, et son objet tels que le porte la pétition. La dite élection sera tenue à la façon, à telle époque et à tel endroit où tels endroits, et le résultat en sera constaté et certifié de la façon qui seront prescrits par les dits Jurys de Police, autorités municipales ou de ville.

Sec. 2. Il est de plus décrété, etc., Que cette loi ne sera pas appliquée à la paroisse d'Orléans.

Sec. 3. Il est de plus décrété etc., Que toute loi ou partie de loi contraire à la présente est par celle-ci abrogée.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

GEO. L. WALTON,
Président par interim du Sénat,
Approuvé ce 26 juin 1882.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 42] LOI

Pour exempter les opérateurs de télégraphe, dans tout l'Etat, du service du jury, et dans les affaires civiles et dans les affaires criminelles:

Sec. 1. Il est décrété par l'Assemblée Général de l'Etat de la Louisiane, Que désormais tous les opérateurs de télégraphe, dans tout l'Etat, lorsqu'ils seront en activité, seront exemptés du service du jury, et dans les affaires civiles et dans les affaires criminelles.

Sec. 2. Il est de plus décrété, etc., Que cette loi sera en vigueur à partir de sa passation.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

GEO. L. WALTON,
Président par interim du Sénat.

Approuvé ce 26 juin 1882.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 7 juillet 1882.

Température—Le thermomètre marque ce matin la température ordinaire en plus haute et pression barométrique plus basse.

Température 24 c à juillet 1882
Thermomètre de O. DURAND, Opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
Heures du matin	67	19
Midi	80	26
3 P. M.	84	28
6 P. M.	77	25

Etat, 6 juillet 1882, 3 p. m.
Température (Fahrenheit) dans les villes suivantes:

Vicksburg			
Atlanta	74	Louisville, Ky	79
Augusta, Ga	84	Memphis, Tenn	80
Galveston, Tex	77	Mobile, Ala	85
Cairo, Ill	77	Montgomery, Ala	82
Chattanooga, Tenn	76	Nashville, Tenn	78
Cincinnati, O	77	New Orleans, La	84
Davenport, Iowa	74	Omaha, Neb	74
Dubuque, Iowa	72	Pittsburg, Pa	78
Galveston, Texas	86	Savannah, Ga	82
Indianola	90	Shreveport, La	86
Keokuk, Iowa	73	St-Louis, Mo	74
Key West, Fla	90	St-Paul, Minn	65
La Crosse, Wis	68	Vicksburg, Miss	83
Leavenworth, Kas	68	Yankton, D. T	64

Equateur des eaux au-dessus de l'étiage (eaux en plus basses).

Augusta	6.01	Nashville, Tenn	9 08
Cairo, Ill	37.11	New Orleans	2.10
Chattanooga, O	33.08	Omaha, Neb	3 02
Davenport, Iowa	9.06	Pittsburgh, Pa	7.10
Keokuk, Iowa	14.00	Shreveport, La	12.06
La Crosse, Wis	7.10	St-Louis, Mo	32.06
Leavenworth, Kas	6.11	St-Paul, Minn	8.11
Louisville, Ky	10.00	Vicksburg, Miss	40 09
Memphis, Tenn	24.03	Yankton	10.08
Le décours du niveau des hautes eaux de 1874			L. DUNNE,

Sergeant Signal Corps U. S. A.

MARIAGES, NAISSANCES ET DECES.

Inscrits au Bureau de Santé dans les dernières 24 heures.

Mariages.

Louis Williams à Mlle Justine Marsade.
Andrew Zweifel à Mme Vve Mary Augelhards
Henry Kruse à Mlle Augusta Gieseler.

Naissances.

Mme Gologeno, une fille, 30 avril.
Dominico Franchina, un garçon, 10 juil.
Adolph Hesse, une fille, 15 avril.
Jean H V Cauchan, une fille, 12 mai.
Gustave Blum, une fille, 19 juin.
Warren Howes, un garçon, 9 mai.
Abraham Fried, une fille, 2 juin.
Daniel D Colcock une fille, 18 juin.
Jos D Rankin, un garçon, 28 juil.
Miguel Burlas, une fille, 1er juin.

Décès.

Conseiller C Rondeau, 26 ans, Colisenm et Harmonie.
Daniel Schulemburg, 4 ans, 108 Claiborne, côté nord.
Pauline Barton, 52 ans, 177 Marais.
Cecilia Foley, 7 mois, 288 Prieur.
Mlle Frances Eub, 19 ans, Miro, près Dumas.
Henry Rosemore, 1 mois, Seconde, près Clara.
Clothilde M Mane, 3 mois, Hancock.

Voyageurs arrivés.

CITY HOTEL.

ST T Johnson, Cerrichons, Mrs Venable, miss Venable, Dennison, W H Jones, B F Hooker, C W Rimley, Tex; A E Kelchum, ville; E E Corcoran, W B Heathington, Baton Rouge, Mrs Wm Schuster, Plaquemine, miss Belle Zuber, Donaldsonville; G S Clark, Iver on Cade, Morgan City; C Young, Nile-Marie, J T Kirk, Lac; C O McKinnal, Mockport; J C Wing, Lafayette; W M Hawkins, T B Ford, Mme Campbell, Miss.

La mort de M. John Walker âgé de soixante-deux ans, tué, le 1er juillet 1882, à Milneburg.

L'ENQUETE D'HIER SOIR.

Témoignages.--Verdict.

Le Dr Archinard, sous-coroner, a commencé et terminé, hier soir, l'enquête des faits qui se rattachent à la mort de M. John Walker.

Voici les dépositions:

JOHN POUSTERN Jne.—Je demeure dans la rue Laharpe, entre celles Claiborne et Derbigny.

Le 1er juillet entre onze heures et midi, M. John Walker est entré dans le café de M. Trisconi. J'étais assis derrière le salon des dames. Il m'a demandé du sel pour manger une tomate. Après avoir mangé la tomate il s'est approché de M. Gouget, qui était sur le comptoir et tapait une tente; il l'a appelé un "gr...d d...ed thief and a rogue", voleur et manant. J'ai pris Walker par le bras pour le faire sortir.

En face du comptoir, il m'a demandé un panch au whisky; M. Gouget est entré dans le café. Il est resté à l'autre bout du comptoir et m'a demandé un verre d'eau glacée, que le lui ai donné. Après avoir bu, il s'est approché de M. Walker et lui a dit: "Vous accusez un innocent d'avoir pris votre argent;" j'ai ajouté:

"Je n'y crois pas aussi, mais laissez tomber la chose." "M. Walker en s'adressant à M. Gouget s'est écrié; "Eloignez-vous de moi, car il me faudra quitter ce village;" M. Gouget a mis sa main dans la poche de tablier et a dit: "Prenez cela," puis a fait feu. M. Walker a couru dehors et est tombé. Je suis sorti de derrière le comptoir pour empêcher M. Gouget de tirer un second coup; lorsque je suis arrivé à la porte, M. Walker s'est écrié: "Arrêtez, que faites-vous?" au même instant M. Gouget a fait feu une seconde fois.

M. Walker tenait sa main droite devant sa poitrine au premier feu. Je ne regardais pas M. Walker lorsque M. Gouget a tiré son pistolet. Je ne puis dire si M. Walker a fait un mouvement pour tirer un arme. J'ai entendu M. Walker dire plusieurs fois qu'il tuerait M. Gouget.

A. CHOPPIN.—Je suis garçon de salle à bord du bateau à vapeur "Camelia."

Le 1er juillet, j'ai pris le train de dix heures et demie pour me rendre à Milneburg; en arrivant à je bateau, je me suis aperçu que j'avais laissé fumer un petit paquet; je suis revenu sur mes pas et l'ai jeté en face de l'établissement de Trisconi.

Tandis que je le ramassais, j'ai entendu une détonation et vu un vieillard sortir du café la main ensanglantée; un jeune homme qui le suivait a fait feu sur lui; le vieillard est tombé. Le jeune homme est rentré dans le café.

Je suis également entré dans le café. Le jeune homme s'est écrié: "J'ai été insulté assez souvent et j'ai voulu en finir." Il avait un pistolet à la main. Quand le vieillard est sorti du café il n'avait rien dans les mains; il n'a rien dit quand il a essuyé le second feu.

Le juri a déclaré que la mort a été causée par deux blessures faites au cœur, le 1er juillet, à Milneburg, par une arme à feu entre les mains de Jules Gouget, actuellement en prison.

Cour criminelle de district.—

A la section B. — (juge Lozenberg) — Charles Jones, Jeff Grant et Wm. Brice, accusés de vol; Sophie Thonboy, accusée de vols de fait; Maria Moore, d'avoir blessé Phœbe Butler—se sont déclarés innocents.

Robert Hart s'est reconnu coupable de port d'armes cachées. Il a été condamné à une heure de prison de paroisse.

Toote Thomas a été convaincu d'être entré dans une maison et d'y avoir commis un vol.

Estelle Dorsey et Lorenza Johnson ont été convaincues de vol.

Wm. Brice, accusé de vol, a été acquitté.

Les membres du petit jury ont été déchargés. Ils se réuniront de nouveau jeudi prochain.

C. Lund et W. E. Caufield sont accusés de port d'armes cachées; Charles Jones, Austin Edyard et F. Sahue, de vols de fait; Charles Bayrault, Jos. Simmons et Otto Warner sont prévenus d'être entrés dans une maison et d'y avoir commis un vol.

Le ministère public a renoncé à la poursuite de A Lambine, accusé de vols de fait.

Cour du recorder Hilenberger.—

Jerry Williams a été envoyé à la cour criminelle de district, pour vol. Cautionnement de $250.

Henry Kuepper, tapageur, a été renvoyé de simple police, avec admonition.

Henry Kuepper, tapageur, a été renvoyé de simple police, avec admonition.

Celina Mathews et Dennis Buckley, prévenus de vols de fait qui fournit un cautionnement de $250 en attendant l'interrogatoire.

Sophie Seiner était accusée de voies de fait; elle a été condamnée à $5 d'amende ou dix jours de geôle de police, pour bris de paix. Plainte de Mme Louise Fournier, cautionnement de $100 pour répondre de sa bonne conduite durant six mois.

L'affidavit fait contre Salvador Castilla, pour voies de fait, a été mis hors de cour à la demande de l'accusateur.

Cour du recorder Davey—M. M. J. Sheehan remplace provisoirement le recorder Davey.

Robert Hart, accusé de port d'armes cachées; D. Maher, de voies de fait—ont été envoyés à la cour criminelle de district. Cautionnement de $250).

Charley Owens, accusée d'ivresse; Marie Wilson et Jane Campbell, de bris de paix; Marie Roper de bris de paix et de langage obscène—ont été condamnés à $20 d'amende ou trente jours de geôle de police.

Robert Jones, prévenu de voies de fait; Frank Jones, de bataille et de bris de paix—ont été reçus de donner un cautionnement de $250 pour répondre de leur comparution.

—Le steamer "E. B. Ward, Jr", capitaine Lodge-Sutton, a été inscrits, hier, à la Douane, pour un beau chargement de fruits.

—Thomas Callahan, accusé d'avoir blessé Pat Maddern, a été arrêté dans la rue du Commerce, près Delord.

—Dans notre dernier numéro, nous avons annoncé qu'un incendie avait détruit la maison de M. P. Ryan, rue Gasquet, entre Rocheblave et Dorgenois; que les meubles de Mme Beacher, qui habitait la maison, avaient été consumés. Nous ajoutions qu'on avait tout lieu de croire que l'incendie était l'œuvre de la malveillance. Le surnuméraire William Evans ayant appris qu'un nommé Crazy Adolphe, qui était logé et nourri chez Mme Beacher, avait acheté des allumettes et de l'huile de charbon une heure et demie avant l'incendie, et qu'il avait disparu, s'est mis à sa recherche; il a réussi à le découvrir, hier matin, à Carrollton, et l'a arrêté. Crazy Adolphe n'a pas nié avoir saturé d'huile de charbon les escaliers et la façade de la maison et d'y avoir mis le feu; il a déclaré avoir incendié la bâtisse pour se venger de quelque chose qu'on lui avait fait.

—Margaret Ambrose, c, âgée de quarante-cinq ans, est tombée, hier, à une heure de l'après-midi, dans un puits, chez elle, rue Hillary, entre Deuxième et Berthe, à Carrollton, et s'est noyée. Le Dr Archinard, sous-coroner, a pratiqué l'enquête et conclu que les circonstances de la mort de Mme Ambrose s'est noyée durant une crise épileptique.

—Plusieurs procès ont été intentés, dernièrement, par l'Etat à des épiciers auxquels il réclamait une "licence", patente, de $55, pour l'année 1882. L'association des "grocers" détaillants avait chargé son avocat, M. Bastian Jr, de repousser la demande et de porter le cas devant les tribunaux la question de constitutionnalité de la loi qui exige la patente des épiciers détaillants qui tiennent également un café. Les procès intentés à MM. P. Cazabon, P. F. P. LeBlanc, Gabriel Ducarpe, Jean Estrade et Paul Belloeq ont été appelés, dans le courant de cette semaine, devant l'honorable Voorhies, juge de la deuxième cour de cité. Le magistrat a rendu, hier, des arrêts qui donnent gain de cause à l'Etat. Le jugement a blâmé que le décès a été causé par l'asphyxie. Il s'est fait...[illegible] de la mort.

Accident.—Hier soir, à sept heures et demie, un petit garçon, âgé de quatre ans, fils de M. Thomas Blard, que le décès a été causé par l'asphyxie. Il s'est fait...[illegible] de la mort.

Le Dr James Finney, médecin de la station de quarantaine du Mississippi a été requis par lui de fumiguer tout navire arrivant d'un port infecté; et pour que la fumigation soit parfaite, il devra exiger le déchargement de la cargaison. Le docteur signale plus particulièrement à l'attention du Dr Finney sont ceux de la Havane et de Key West. Le Gouverneur a eu connaissance de cette requête demandé du Bureau de Santé, a ajouté le Dr Jones, et s'est empressé de la satisfaire. Il a, en outre, recommander la rigoureuse exécution.

Un exposé de la situation financière du Bureau soumis par M. Marks, porte les recettes du mois de juin à $3,326 02; les débours à $2,834 15; et le reliquat en caisse à $491 87.

Une résolution de M. Booth a été adoptée sans opposition aucune; elle est ainsi conçue: Résolu, que les jours de détention à la station de quarantaine, la navire "Marco-Aurelio" sous la surveillance du shérif civil de notre paroisse, soit autorisé à rentrer dans le port de la Nouvelle-Orléans, à la condition, bien entendu, que le médecin résidant à la station de la quarantaine ne s'y oppose pas.

Le Dr Pratt, en sa qualité de rapporteur de la commission sanitaire, a donné lecture d'un long factum où sont résumées toutes les observations durantielle mois, des inspecteurs des divers districts de la ville.

Le Dr Bayley dit que dans son district, le Premier, les visites domiciliaires se font avec célérité; il s'en est fait 3253 depuis la mi-avril. Quelques cas de variole y ont été constatés; on a fait la vaccine des marais, il par la fièvre typhoïde. i par la scarlatine et 8 par la variole.

Le Dr Pagel, du deuxième district, déclare que la variole y sévit avec moins d'intensité; qu'elle est entrée dans sa période de déclin et que les cas ne se font pas rares. Cinquante-huit personnes se sont fait vacciner, trente-une de race blanche et vingt-sept de race de couleur. La maison de pension, 40 rue St. Pierre, où s'était réfugié trois des marins du "Marco Aurélio," de un de ces cas a été désinfigation et à la désinfection. Il s'est fait 1,056 visites domiciliaires dans le district.

Le Dr. E. J. Miotton, trouve que la variole sévit avec intensité dans le troisième district; il y a été délivré 114 ordonnances et 1,000 de quoi de juin. Les travaux d'hygiène et de salubrité publique se poursuivent activement. Dans la partie du 8me ward comprise entre les rue Levée, Bons-Enfants, Champs Elysées et Clouet, 1939 visites domiciliaires ont été effectuées. Soixante ont été constatés et 2 sont le district.

En remplacement du Dr Mandeville, absent de la ville, le Dr Bayle a rempli les fonctions d'inspecteur sanitaire. Dans ses observations il n'y a rien de nature à lier, autrement qu'agréablement, l'attention des membres du Bureau. Les décès se sont élevés à 73, dont 4 causés par la variole.

Le Dr A. M. Béret, du cinquième district, fait un rapport excellent sur l'état sanitaire des voies publiques et du district en général. Les mêmes faits, nous le retrouvons d'une façon déplorable. Ses visites domiciliaires durant le dernier mois, ont atteint le chiffre de 313; il y a eu 12 décès, et quelques cas seulement de variole.

Le Dr Ryan, des 6me et 7me districts, fait un rapport dénué d'intérêt, eu égard à l'excellent état sanitaire de ses districts.

Le Dr Formento a demandé la discussion et l'adoption de sa résolution soumise à la séance précédente. Cette résolution, nos lecteurs le savent, traite du système à inaugurer pour la parfaite désinfection de tout navire à son entrée dans le port.

En présentant sa résolution la semaine dernière, le Dr Formento a dit à son appui et en réponse à l'opposition qui y était faite par M. Marks, que sans aucune considération le Bureau de Santé ne devait avoir de vue sa mission première, sa mission unique: celle de l'combattre par tous les moyens, quelques dispendieux qu'ils fussent, l'importation parmi nous des maladies contagieuses.

Le docteur s'est aussi déclaré en faveur d'une quarantaine, mais d'une quarantaine intelligente et non inhostile au commerce et à la navigation; revêtant le médecin de pouvoirs discrétionnaires; c'est à dire le constituant juge de la durée de la détention du navire.

M. Bosworth a proposé une discussion intime de la question, vu son importance; une séance à huis-clos.

Le Dr Formento a manifesté le désir que les débats aient, au contraire, lieu au sein et au vu de tout le monde.

Les Drs Faget et Von Coronen ont partagé l'avis de la majorité et a décidé autrement et force a été au public de se retirer de la salle.

Les discussions se sont prolongées jusqu'à neuf heures et ont eu pour résultat le retrait de la résolution.

La loi en vigueur maintenant, exige que tout navire venant d'un port infecté dépose sa cargaison et son équipage à la station de la quarantaine et subisse une fumigation complète. La loi, cependant, n'est pas absolue à l'endroit de tous les navires. Le seul cas qui arriverait d'un port sain et qui n'aurait que fait escale de courte durée dans un port infecté soit pour y déposer la malle ou y prendre un ou deux passagers.

Paragraphes—Liste des citoyens qui rempliront les fonctions de petits jurés, en juillet, à la section B (juge Lozenberg) de la cour criminelle de district. MM:

A. Potorno,	Patrick Kenny,
Nathan L. Marks,	Ferdinand Kane,
Roland Williams,	John Grehan,
Geo. J. Bahler,	Frederick King,
John Kennair,	Preston Knaghy,
John J Gardner,	Wm P Winslow,
Geo. B. Wingard,	Christian A. Winter,
J. C. DeRossey,	Robert Kerr,
Jacob Kaberl,	Solomon Hyman,
Chas Hoffman,	Fred Lehmann,
Geo. Weigs,	Jas. J. Gondolf,
W. Westerfield,	Frank Keller,
Joseph P. Kelley,	Walter Lehinger,
James W. Keefe,	Fred'k Gunther,
Ed. Glennon,	Joseph Gondexon,
Charles V. Gould,	Thomas W. Cox,
T. W. Keefe,	John Keller,
Francis Hagan,	Matthew Brown,
W. W. Reeder,	Ed. A White,
George Holzhauser,	Wm. Gollnier,
George K. Aicklem,	John Dennult,
George J. Weaver,	August Werner,
Samuel Weil,	Peter Williams,
C. H. C. Brown,	John Kern,
Louis Kaufman,	Gustave Heinrich,
John G. Heirman,	Ed. Kirschenhenter,
John Willie,	James M. Whann.

—Le grand juri, dans sa séance d'hier, a trouvé lieu à poursuivre Alfred H. Porter et Henry Stowa, pour le meurtre d'Edward McCormack, blessé le 24 juin 1882, à l'encouragne des rues Commune et Remparts. Il s'est ensuite ajourné à jeudi prochain.

DEPECHES Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

Avertissement du Sultan.—L'amiral Seymour fait embarquer les sujets anglais.—Arabi Pacha distribue des armes.

Alexandrie.—Ragheb Pacha, président du conseil, a reçu du Sultan, une note télégraphique qui lui annonce que la flotte anglaise va bombarder les forts, et les travaux de fortifications ne cessent pas immédiatement. Le Sultan tient le Khédive et son cabinet responsables des événements qui vont se passer.

Ragheb Pacha a répondu que le cabinet avait déjà télégraphié à Constantinople que des démonstrations avaient été faites et on demandait également au sultan la permission de continuer les travaux.

En attendant la réponse du sultan on s'abstenait.

En dépit des dénégations, les travaux de fortifications continuaient.

L'amiral Seymour a formellement demandé la cessation des travaux jusqu'à ce que tous les sujets anglais se soient rendus à bord des navires. Ils s'embarquent actuellement en toute hâte.

On rapporte que Arabi Pacha délivre des armes aux Natifs.

Note communiatoire de l'Angleterre à l'Egypte. Bombardement probable d'Alexandrie.

Egypte, 6—Le Times dans son éditorial confirme le rapport suivant lequel l'amiral Seymour doit envoyer une communication formelle, aujourd'hui, au gouvernement égyptien, le requérant d'abandonner les travaux commencés. Si Arabi Pacha refuse, l'amiral Seymour doit donner immédiatement à bombarder Alexandrie.

Ces instructions, dit le Times, sont parfaitement indépendantes de la conférence, et appartiennent à une différente catégorie d'action.

C'est un acte de politique plutôt que de guerre. Ces résolutionne se basent pas sur la situation générale de l'Egypte ni sur les relations qui existent entre le Khédive et Arabi pacha, ni sur aucune autre question qui doit être réglée par la conférence; mais sur la nécessité évidente de rétablir l'autorité de la flotte anglaise du sort de laquelle le gouvernement est responsable devant le pays. Il lui est impossible de soumettre son immense responsabilité aux hasards des délibérations d'une conférence, ou de la sanction d'une puissance quelconque peu ou point du tout engagée par cette responsabilité.

Navires s'assurant pour le passage du canal de Suez—Ultimatum de l'amiral Seymour.

M. Gladstone et la question égyptienne.

Londres, 6—Dans son financier, le Daily News dit qu'une nombreuse flotte de vapeurs passant par le canal de Suez s'assurent à 10 shellings pour cent jusqu'en février. Les